



Un Contexte normatif autour de l'alimentation

INTRODUCTION

Solenprim est né suite à un appel à projets sur la thématique des systèmes alimentaires durables en région de Bruxelles-capitale. Ce programme s'inscrit dans un mouvement qui met en lumière l'acte alimentaire selon un paradigme nouveau, dans lequel la responsabilité individuelle et collective prend une place particulière. Il se décline plus précisément, d'une part, par l'importance donnée à l'articulation entre l'alimentation et la santé et, d'autre part, par le focus mis sur la dimension politique sous-jacente à nos pratiques alimentaires. La montée du mouvement vers une alimentation durable donne, dès lors, un cadre particulier aux orientations et aux questionnements à propos de l'enjeu de la sécurité alimentaire. Penser l'accès à une alimentation « de qualité » pour les personnes qui sont en situation d'insécurité alimentaire ne se fait donc pas *ex nihilo*, mais bien à partir de ces nouveaux référentiels que sont le manger sain et la réflexion éthique à propos des impacts de nos actes alimentaires.

L'article s'attèle à montrer comment la mobilisation de ces référentiels pour penser l'accès à l'alimentation de qualité peine à rendre compte des réalités des pratiques alimentaires quand on vit une situation de précarité. Nous verrons que, si le mouvement pour une alimentation durable cultive une attention particulière pour l'inclusion de tous dans un système alimentaire alternatif, il participe toutefois au maintien d'un « malentendu » entre les situations rencontrées par les personnes [en

situation de pauvreté] et les solutions sociétales proposées » (Ramel et Boissonnat, 2018, p.60).

Dans un premier temps, l'article mettra en lumière le caractère complexe de l'acte alimentaire, qui est lié à un ensemble de variables, sociales, culturelles, économiques et identitaires. Nous montrerons comment les situations de pauvreté peuvent affecter ces dimensions. L'article poursuivra ensuite avec l'exposé des cadres normatifs contemporains qui guident les actions politiques et citoyennes en matière de transition alimentaire juste et durable. Ces cadres invitent à articuler nos pratiques alimentaires à notre état de santé et à en faire un champ d'engagement citoyen et politique. Sur ces bases, l'article mettra en lumière pourquoi, d'une part, les messages à propos du manger sain et les approches qui visent à informer et/ou à éduquer des personnes en situation de pauvreté sont insuffisants pour favoriser des pratiques alimentaires de qualité. Nous montrerons, d'autre part, comment la lecture des pratiques alimentaires comme étant le résultat d'un choix citoyen peine à rendre compte des raisons – liées aux situations de pauvreté – qui expliquent les priorisations en matière de consommation et d'affectation d'un budget.

Nous concluons l'article en pointant les limites actuelles du paradigme de l'alimentation durable pour penser l'accès de tous à une alimentation de qualité et en proposant quelques pistes d'ouverture.



Analyse

1 L'ACTE ALIMENTAIRE : DES DIMENSIONS PLURIELLES MISES À MAL EN SITUATION DE PAUVRETÉ

Les pratiques alimentaires peuvent être considérées comme un « fait social total » (Mauss, 1923-1924) dans la mesure où elles sont le résultat du croisement de plusieurs variables, et le reflet de phénomènes sociaux et d'institutions.

S'intéresser aux pratiques alimentaires nécessite dès lors de les aborder au-delà de la dimension nutritive. En effet, loin de se limiter aux contenus qualitatif et quantitatif de l'assiette, la façon dont on se nourrit est aussi liée à des facteurs biologiques, à un capital culturel, au contexte social dans lequel on évolue, aux ressources économiques dont on dispose, mais également celles qu'offre l'environnement dans lequel on vit (Poulain, 2002 ; de Saint Pol, 2014). Elle est, enfin, l'expression d'habitudes culturelles d'un pays, d'une région ou d'une communauté d'appartenance et le support d'une construction identitaire. « Lors des repas s'opèrent des mécanismes d'individualisation, de socialisation et d'identification culturelle » (Ramel et Boissonnat, 2018, p.56). À travers l'alimentation se joue enfin l'expression de rapports sociaux et des rapports de pouvoir, notamment parce qu'elle est un marqueur des statuts sociaux.

Les situations de pauvreté ont une incidence forte sur ces différentes dimensions. Tout d'abord, les ressources financières limitées, les problèmes de mobilité ou les soucis de santé, réduisent la palette de choix dans les achats alimentaires et constituent des freins à la possibilité d'accéder à une alimentation diversifiée (Serré et Myaux, 2018).

La dimension relationnelle et sociale autour de l'alimentation est également mise à mal. Difficile en effet, de recevoir chez soi des invités autour d'un repas. On préfère alors, souvent, ne pas accepter d'invitation à l'extérieur lorsqu'on sait que l'on ne pourra pas rendre la pareille. « Pourtant, le partage d'un repas et le lien social qui se tisse autour des plats est reconnu comme très important, plus important que le contenu des assiettes. Ce rôle social est un moteur fondamental dans les dynamiques des plus pauvres » (Ramel et Boissonnat, 2018, p.58).

Le statut de consommateur est également fragilisé. Dépendre d'une aide alimentaire pour pouvoir se nourrir et nourrir les siens limite les possibilités de choix de consommation alimentaire. Ce statut de « bénéficiaire » et non d'acteur de son alimentation « peut également venir fragiliser l'affirmation d'une place et d'un statut d'acteur citoyen dans la société » (*id*, p.59). La pauvreté affecte dès lors de manière multidimensionnelle les enjeux relatifs au « bien se nourrir ».

Les pratiques alimentaires des personnes confrontées à des situations de pauvreté doivent dès lors se comprendre à partir de la pluralité des enjeux sous-jacents à l'acte alimentaire en général et de la façon dont ces enjeux sont impactés par les situations de pauvreté. Les personnes elles-mêmes parlent d'un ensemble de freins qui pèsent sur ces possibilités d'accéder à l'alimentation de leur choix¹.

Or, les politiques et initiatives en matière d'amélioration de (l'accès à) l'alimentation des personnes en situation de pauvreté se traduisent souvent par une vision simplifiée – voire simpliste – du problème,

¹ Avoir accès à une alimentation de son choix est un des objectifs que le projet Solenprim voulait mettre au travail. En effet, les situations de pauvreté limitent la possibilité de choix alimentaires et réduisent l'éventail des possibles en matière d'alimentation. Ce « système de freins » a été identifié par les participants à la phase de diagnostic du projet.



Analyse

qui est celle d'un manque d'information ou d'éducation à une alimentation saine et/ou une incapacité à mettre les priorités « au bon endroit » dans l'affectation d'un budget limité.

2 « MANGER = PRENDRE SOIN DE SOI, DES AUTRES ET DE LA PLANÈTE »

De tout temps, l'action de « manger » a été cadrée par des normes sociales qui lui associent des significations particulières et des règles à propos de ce qu'il est bien de faire ou de ne pas faire ; normes qui dépendent des conjonctures sociales, politiques et économiques. En temps de guerre, par exemple, les curseurs quant à la qualité de la nourriture ne se placent pas aux mêmes niveaux qu'en temps de paix. Le rapport à l'offre alimentaire de la filière de la grande distribution n'est pas le même lorsqu'elle est synonyme de démocratisation de la consommation à partir des Trente Glorieuses, ou lorsqu'elle commence à être associée aux conséquences écologiques du capitalisme.

Aujourd'hui, l'alimentation est particulièrement associée à des enjeux sanitaires. Adamiec (2017) parle d'« orthorexie » - au sens de « manger droit » - pour désigner cette norme qui consiste à faire de l'association entre ce que l'on mange et notre état de santé, l'objet d'une attention particulière. Si cette articulation ne date pas d'aujourd'hui, elle a pris une importance croissante. Ce phénomène a une double assise. La première est celle d'une prise de conscience politique, individuelle et collective sur les méfaits d'une alimentation de mauvaise qualité. Des études montrent en effet que la prévalence de l'obésité est en croissance dans tous les pays du monde et que, en 40 ans, ce phénomène a transformé l'expression de la malnutrition, autrefois surtout visible par le phénomène de sous-nutrition (Boyd A Swinburn, 2019). La seconde est la transformation des pratiques de régimes alimentaires. Si hier, les régimes alimentaires étaient surtout pratiqués dans le souci d'adapter une alimentation aux besoins spécifiques d'un corps malade, ils deviennent aujourd'hui l'apanage de tous les mangeurs, sains ou non. « L'alimentation est perçue par les individus comme un des enjeux thérapeutiques du monde moderne. Se soigner par l'alimentation n'est plus simplement un vieil adage hippocratique poussièreux, mais une préoccupation quotidienne et réactualisée. [...] Un nouveau regard se crée qui consiste à considérer que la meilleure garantie de la santé tient à la nature des mets consommés » (Adamiec, 2017, p.50).

Il devient donc difficile, aujourd'hui, d'échapper aux multiples messages prônant le manger sain et de ne pas considérer ce que l'on mange comme ayant une incidence sur notre état de santé. En effet, comme le souligne Adamiec, que l'on mange dans un fast-food ou que l'on s'approvisionne en aliments sains dans un magasin bio, les indications nutritionnelles et avertissements sanitaires seront là pour nous rappeler si nous sommes plus ou moins alignés avec cet idéal du manger sain.

Cette alimentation-santé est une dimension centrale de la conception de l'alimentation durable. Mais les préoccupations en matière de consommations alimentaires durables ne se limitent pas à la volonté d'avoir des produits sains dans son assiette². Elles s'inscrivent également dans une critique du système agro-alimentaire actuel et dans une éthique de l'engagement (Lagasse, 2017a). Selon ces

² Notons au passage que les partisans du slow food, par exemple, justifient leurs pratiques également par un registre hédoniste : le plaisir des sens y est particulièrement mis en avant. Voir à ce sujet, Diestchy (2016).



Analyse

consommateurs, il faut considérer notre alimentation à partir d'une vue systémique, connectée aux activités de production, de transformation et de distribution des produits alimentaires. Dans l'acte de manger se joue la possibilité de transformer le système actuel, considéré comme nocif sur les plans de la santé, de l'environnement, et de l'éthique. Manger est un moyen d'être un citoyen responsable, soucieux de l'empreinte que génère, sur les plans sociaux et écologiques, ses pratiques de consommation.

L'alimentation devient donc à la fois l'objet du changement social – avoir accès à des aliments de meilleure qualité – et un outil pour repenser et changer le monde, puisque l'alimentation concerne a priori tout le monde. Les acteurs de l'alimentation durable font ainsi la part belle au positionnement politique au travers de l'acte alimentaire, à travers le principe de responsabilité, où chacun est invité à poser le choix du changement individuel. Dans cette perspective, c'est l'agrégation de ces changements individuels qui rendra possible la transformation vers un système alimentaire durable.

Sans se positionner sur le bien-fondé de ces horizons et valeurs, nous examinons en quoi ils influencent les actions qui visent à penser l'inclusion des personnes supposées être les plus éloignées d'une alimentation de qualité, et dans quelle mesure ils permettent ou non de favoriser l'accès de tous à la sécurité alimentaire.



③ EDUQUER LES PAUVRES AUX BIENFAITS D'UNE ALIMENTATION SAINNE : UNE PISTE PERTINENTE ?

L'attention mise sur l'accès des pauvres à une alimentation de qualité s'inscrit notamment dans un souci sanitaire. On sait que la pauvreté est un facteur déterminant dans l'accès à la santé, et que l'alimentation y joue un certain rôle (César, 2007).

Améliorer l'alimentation des personnes en situation de pauvreté se décline souvent par des opérations de sensibilisation à l'alimentation durable. Or il apparaît que ce n'est pas tant un déficit de « connaissances » sur l'alimentation durable et sur les enjeux de l'alimentation saine qui permet d'expliquer des habitudes alimentaires qui s'écartent des normes de santé.

En effet, quand on interroge des bénéficiaires de l'aide alimentaire sur ce que « bien se nourrir » veut dire³, à leurs yeux, les références sur ces normes de santé sont évoquées : « manger sainement », « écouter son corps », « manger 5 fruits et légumes par jour ». Certains disent aussi trouver préoccupant le système alimentaire agro-industriel dont ils dépendent, que ce soit au travers de l'offre classique de l'aide alimentaire⁴ ou celles des magasins qu'ils/elles fréquentent.

De ce fait, l'approche éducative n'est sans doute pas suffisante pour traiter, à elle seule, l'enjeu de l'accès des personnes précarisées à une alimentation de qualité. Ce présupposé du déficit d'information ou d'éducation au « bien se nourrir » ne tient en effet pas compte du fait que l'accès au manger sain

3 Cette définition des différentes dimensions du « bien se nourrir » a été réalisée au début du projet Solenprim et a été formalisée dans un schéma – « l'orange du bien se nourrir » – qui fait l'objet d'une fiche-outil présentée de ce portfolio.

4 Si on peut constater des améliorations de la qualité des produits offerts par les organismes d'aide alimentaire, ceux-ci restent encore essentiellement tributaires du système agro-industriel dominant. À ce sujet, voir dans ce portfolio « L'aide alimentaire en région bruxelloise - modalités et finalités » ainsi que « Aide alimentaire et alimentation durable – des ponts pertinents ? ».



Analyse

est complexe, comme montré ci-avant, et qu'il n'est pas qu'affaire de volonté individuelle ou d'auto-discipline. Par exemple, on entend souvent dire qu'« il n'est pas compliqué de cuisiner soi-même et que c'est moins cher ! », mais on pense moins aux conditions auxquelles il est possible de le faire (et qui paraissent aller de soi : avoir une cuisine équipée, un espace suffisant, etc.). Les enjeux se situent donc aussi au niveau des moyens, des situations de vie, des liens sociaux, mais aussi du contexte d'offre du système agro-industriel qui expliquent l'existence de certaines habitudes alimentaires. Par ailleurs, en se focalisant sur l'alimentation des pauvres, on en oublie souvent que « les habitudes alimentaires de la majorité de la population belge s'écartent des recommandations nutritionnelles : pas assez de fruits et de légumes, trop de viande,...⁵ » (Myaux et Serré, 2018).

De ce fait, davantage que d'avoir une incidence positive sur les actes alimentaires des pauvres, les campagnes de sensibilisation autour de l'alimentation saine peuvent être ressenties comme particulièrement infantilisantes et culpabilisantes. « Ces messages sont une source particulière de tensions pour les plus pauvres. [...] [Ils] semblent avoir pour effet pervers de rendre difficile le dialogue avec les professionnels de santé, du social ou les accompagnants bénévoles. Et, en normant les comportements alimentaires, ils contribuent à entretenir un préjugé sociétal d'une mauvaise alimentation des plus pauvres, créant alors de l'exclusion » (Ramel et Boissonnant, 2018, p.59).

« Acheter des pommes bio chez un agriculteur ne contraindra pas les pratiques de production injustes et dangereuses [...]. On a créé un système alimentaire de deux poids deux mesures, avec des possibilités de choix plus sains pour les personnes les plus riches. Et l'approche missionnaire qui consiste à éduquer les pauvres à une meilleure alimentation, ou à rendre les fruits et les légumes plus abordables, n'offre qu'une réponse très limitée » (Guthman, 2011a)⁶.

4 ALIMENTATION, CITOYENNETÉ ET RESPONSABILITÉ : UNE QUESTION DE CHOIX INDIVIDUEL ?

Comme développé plus haut, à côté de l'horizon normatif de l'alimentation-santé, il en est un autre qui oriente également les pratiques alimentaires et qui est particulièrement porté et revendiqué par les acteurs de l'alimentation durable. L'acte alimentaire est considéré comme éminemment politique, en ce qu'il est le reflet de notre choix en tant que citoyen, de cautionner ou au contraire d'incarner une critique du système agro-industriel dominant en repensant la façon dont on s'approvisionne et dont on consomme des produits (alimentaires).

Selon ces lignes de conduite, manger bio, local, de saison, ce n'est pas seulement prendre soin de soi et de sa santé. C'est aussi prendre soin de la planète et du vivre ensemble. De façon plus fondamentale, il s'agit de se positionner en acteur citoyen qui assume une prise de responsabilité pour favoriser une transition vers un autre système alimentaire, plus juste et plus durable.

5 Commission européenne, 2015, « Le panier belge de produits alimentaires », en ligne : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=en&pubId=7832&furtherPubs=yes>, p.1-2.

6 Traduction par l'auteure. « Buying organic apples at the farmers' market won't put a lid on dangerous and unjust food production [...]. We've created a two-tier food system, with healthier choices for wealthier people. And the missionary approach to "educating" poor people about food, or making fruits and vegetables more available, is limited ».



Analyse

Le concept de « choix » y trouve une importance particulière. Un citoyen informé sur les méfaits du système agro-industriel et les désastres sanitaires qu'il occasionne sera considéré comme étant en capacité de faire des choix « en conscience » à propos de ce qu'il met dans son frigo et son assiette. C'est son statut de consommateur qu'il choisit alors de transformer. Cette « éthique du choix »⁷ s'inscrit dans un paradigme qui fait le pari que si chaque citoyen change ses habitudes en matière de consommation alimentaire, l'agrégation de ces efforts permettra de changer le système actuel. Le changement passe donc avant tout par un rapport à soi responsabilisé.

Des acteurs de l'alimentation durable ou intervenants dans le secteur de l'aide sociale proposent ainsi de sensibiliser les personnes en situation de pauvreté à la « grande arnaque » du système de consommation (agro-alimentaire). En filigrane, est jugée mauvaise la façon dont ces personnes priorisent leurs pratiques de consommation quotidiennes. Certaines réflexions à leur propos deviennent des lieux communs. « La première chose qu'ils font quand ils ont un peu plus de moyens, c'est d'acheter des produits alimentaires de marque, comme les Kellogg's, ou des biscuits, plutôt que d'acheter des produits frais ». Ou « ils disent ne pas avoir les moyens d'acheter bio, mais ils ont des smartphones... ».

Concrètement, on voit que l'alimentation sert de variable d'ajustement dans les budgets des personnes vivant des situations de pauvreté. « Après le paiement du logement et des factures, qui sont souvent les priorités dans les dépenses, il reste très peu d'argent pour l'alimentation. » (Ramel et Boissonnat, 2018, p.54)⁸.

Par ailleurs, comme mentionné plus haut, les dimensions sociales et relationnelles, ainsi que celle du statut de citoyen (consommateur) sont mises à mal dans les situations de pauvreté. Il peut dès lors paraître plus important de mettre les pratiques alimentaires et de consommation au service du soin de ces dimensions plutôt que de celles liées à la qualité nutritive de son assiette. Faire plaisir à ses enfants, ou entretenir le sentiment d'inclusion sociale par les produits que l'on possède sont autant de raisons qui expliquent les pratiques de consommation. Quand on appréhende les modes de vie des personnes en situation de pauvreté, il faut donc prendre en compte l'importance que revêt la consommation dans notre société⁹. Le rôle social de la nourriture est donc aussi important que son rôle nutritif. « Il semble [dès lors] impossible d'appréhender l'acte de « se nourrir » sans prendre en considération les nombreux phénomènes sociaux dont il est le support » (*id*, p.54).

7 Cette éthique de choix se comprend à l'aune de la référence à l'autonomie comme horizon de nos actions. Cet horizon normatif qui valorise la capacité à agir à partir de soi constitue une norme dominante dans le référentiel de l'action politique, dans les domaines notamment des soins de santé et du social. À ce sujet, voir les travaux de Ehrenberg A (2005, 2009), Marquis N (2014, 2015), Mol A (2009).

8 Les personnes bénéficiaires d'une aide alimentaire qui ont participé à la phase de diagnostic disent la même chose : « La priorité c'est qu'on paie d'abord son loyer et ses charges. L'alimentation vient après ».

9 Être pauvre aujourd'hui, c'est aussi et peut-être avant tout « être tenu à l'écart d'un domaine fondamental de participation sociale. [En effet] la consommation est devenue une activité [...] dont la pratique symbolise l'appartenance à la société. [...] Le smartphone, comme tout autre objet symbole ostentatoire de participation à cette société consumériste et du tout numérique, permet de gommer – pour un moment du moins – le stigmate de la pauvreté si lourdement porté. » (Brotcorne, 2018, p.104-105).



Analyse

Enfin, on observe que, de manière générale et dans toutes les catégories socio-économiques, l'acte de consommation est étroitement lié à la dimension identitaire des personnes et des groupes. Tout le monde achète des marques, des produits et se différencie, en le faisant, des autres. Il ne s'agit pas d'une pratique de consommation réservée aux personnes les plus pauvres.

Si l'acte alimentaire est le support d'une variété d'enjeux sociaux, sanitaire, économique, identitaire, etc., les situations de pauvreté et de recours à l'aide alimentaire mettent donc à mal ces enjeux. Des discriminations doivent dès lors être opérées entre les enjeux qui valent plus la peine que d'autres, là où les situations de confort financier permettent, en tout cas théoriquement, de les combiner. La possibilité d'être acteur de son alimentation est donc socialement distribuée.

Cette double normativité de l'alimentation-santé et de la consommation responsable rend dès lors compliquée la reconnaissance des bonnes raisons que peuvent avoir les personnes en situation de pauvreté d'opérer certains choix de consommation, indépendamment de l'importance théorique qu'ils peuvent par ailleurs souligner quant à une alimentation saine et équilibrée ou de la critique que certains portent sur le système agro-industriel dominant.



5 MOUVEMENT VERS UNE ALIMENTATION DURABLE ET JUSTICE SOCIALE

Selon ce que l'on peut nommer le « paradigme du colibri » (en référence à une métaphore bien connue mobilisée par Pierre Rabhi), les consommateurs ont un pouvoir important face aux enjeux d'un accès plus juste et durable à l'alimentation. Cette vision est corollaire à une méfiance envers les institutions et la démocratie représentative, dans leurs capacités à offrir et mettre en œuvre des changements au service de causes collectives justes.

Or, cette façon de concevoir la possibilité du changement vers une alimentation plus juste et durable – par l'addition des choix individuels responsables – ne tient que peu compte des enjeux de rapports de force sociaux, de la conflictualité des rapports sociaux et de la diversité des situations socio-économiques et des statuts sociaux (Lagasse, 2017b).

Deux écueils peuvent dès lors être identifiés quant à ce référentiel de l'alimentation durable pour penser la question de la justice alimentaire en général et de l'accès à l'alimentation des personnes en situation de précarité, en particulier.

Le premier concerne le risque de maintien d'un malentendu entre des *riches bien-pensant* et des *pauvres mal-pensés*, dans leur rapport à l'alimentation. « Nous avons constaté à quel point un malentendu sur les enjeux entourant l'acte alimentaire peut entraîner un malentendu sur les solutions face aux situations de précarité alimentaire. » (Ramel et Boissonnat, 2018, p.54).

Le second porte sur le risque d'augmenter les inégalités d'accès à la sécurité alimentaire, en dépit d'une volonté sincère d'inclure les plus éloignés de cette sécurité dans le modèle de l'alimentation durable. On constate en effet que les espaces qui offrent une alimentation durable - bio, locale et de saison – restent peu accessibles à toute une frange de la population. Bien entendu le facteur financier est un élément



Analyse

central de cette non-accessibilité. Mais s'ajoutent également des facteurs culturels, des barrières liées aux enjeux technologiques et informatiques, une divergence d'intérêt pour les activités proposées, ou le sentiment de non-appartenance à ces espaces, ou l'intériorisation du stigmate (Goffman, 1975 [1963]) qui peut être vécu en situation de pauvreté. Par exemple, la piste souvent expérimentée, consistant à mettre en place des tarifs différenciés pour les personnes à revenus plus faibles peut être une réponse face aux difficultés financières rencontrées. Elle comporte toutefois le risque de reconduire une stigmatisation, quand la différenciation de prix suppose de montrer que l'on répond à des critères de pauvreté, ce qui n'est pas sans rappeler la logique de l'enquête sociale à laquelle ces personnes sont déjà confrontées dans les services sociaux qu'elles fréquentent.

Les personnes disent ne pas se « reconnaître » dans ces espaces¹⁰, se sentir différentes des personnes qui les fréquentent sans nécessairement toujours pouvoir mettre des mots précis sur ces ressentis. En effet, « les narratives [récits], discours et pratiques de ces réseaux alimentaires alternatifs incluent peu les représentations et significations culturelles de l'alimentation d'autres groupes sociaux, en particulier des plus défavorisés » (Lagasse, 2017b, p.3). Malgré de bonnes intentions, ces espaces paraissent dès lors difficilement échapper à un certain élitisme social¹¹.

La place que prend le discours à propos de la portée politique des actes alimentaires peut également participer d'un décalage avec les priorités qui guident les pratiques alimentaires quand on est en situation de pauvreté. Cela ne veut pas dire que les pauvres s'intéressent moins aux conséquences politiques de leurs pratiques, mais que les conditions d'une telle mobilisation sont inégalement réparties. Or, ce facteur est absent du paradigme du colibri. « Si ce changement par la consommation relève bien d'une critique à l'égard du modèle de société de consommation, il y a une tendance à percevoir le pouvoir d'action essentiellement à travers son rôle de consommateur individuel, le portefeuille remplaçant alors le bulletin de vote, et le consom'acteur le citoyen. Mais cela pose différents problèmes, à commencer par la difficulté de faire la différence entre une démarche de simplicité volontaire et la réalité d'une simplicité non-choisie » (Lagasse, 2017a, p.5).

L'idée d'encourager la prise de responsabilité individuelle face au système agro-industriel dominant et de poser des choix éclairés sur ses pratiques alimentaires peut dès lors conduire paradoxalement (si ces pistes réussissent) à renforcer l'idée méritocratique selon laquelle « s'en sortir » est à la portée de tous, même des plus démunis. Par un curieux mécanisme, on risque de contribuer de la sorte à occulter des logiques économiques et politiques productrices des inégalités à l'origine de la nécessité d'une aide alimentaire.

¹⁰ Durant la phase du projet Solenprim consacrée à l'inspiration auprès d'initiatives alternatives existantes, les participants ont ainsi identifié les éléments de ces projets qui leur semblaient intéressants, tout en soulignant les barrières, financières, sociales, culturelles, qui les en séparent.

¹¹ Des travaux de recherche aux Etats-Unis montrent également à quel point ces alternatives se caractérisent par leur « blancheur ». Pour une approche intersectionnelle du mouvement alimentaire durable, voir notamment les travaux de Julie Guthman (2008, 2011b).



Analyse

6 QUELLES VOIES SOUTENIR ?

Les pratiques alimentaires sont le résultat d'une multitude de facteurs – culturels, économiques, sociaux – et le reflet et support d'enjeux – identitaires, citoyens, politiques – qui dépassent la seule question du contenu de nos assiettes. Ramel et Boissonnat (2018) distinguent l'acte de « se nourrir » - qui se rapporte à un acte vital et élémentaire – de celui de « nourrir » - qui englobe cette idée de l'acte alimentaire comme fait social total¹².

Or, le contexte « orthorexique » dominant « pointe du doigt la difficulté pour l'individu de se créer une identité, en dehors de la sphère de la santé, dans une société toute tournée vers un devenir sain » (Adamiec, 2017, p.204).

La lutte pour un accès plus durable à une alimentation de qualité doit prendre acte de la complexité de l'acte alimentaire et éviter de réduire les pratiques alimentaires des personnes en insécurité alimentaire à une problématique sanitaire. À rebours d'une critique sur leur capacité à faire les bons choix, la décentration¹³ par rapport au système de priorisation d'une poignée de nantis permettrait de mieux comprendre la logique derrière d'autres façons de consommer.

Cette décentration peut aussi s'opérer sur le présupposé que l'éthique de choix est la plus opératoire pour penser les voies de changement dans la problématique de l'insécurité alimentaire. Cette logique de choix s'appuie sur un idéal : que les personnes en situation de pauvreté devraient être autorisées à faire leurs propres choix, et que les accompagnateurs sont là pour les mettre en capacité d'opérer de la sorte. Or on a vu que, dans une société centrée autour des enjeux sanitaires et écologiques, un horizon moral oriente l'évaluation des choix qui sont opérés.

L'idée n'est pas de remplacer un dogmatisme par un autre. En effet soutenir qu'il faut pouvoir reconnaître et comprendre les bonnes raisons qu'ont les personnes en situation de pauvreté de faire les choix qu'ils font en matière alimentaire, ne doit pas nous faire tomber dans un écueil populiste qui consisterait à oublier les conditions sociales qui expliquent, pour partie, ces pratiques. L'idée est plutôt de reconnaître la complexité de l'acte alimentaire pour penser des politiques plus ajustées et pertinentes, en cultivant une attention aux pratiques alimentaires plurielles plutôt qu'aux besoins alimentaires (supposés) des personnes en précarité alimentaire. Cette attention aux pratiques et aux actes est le postulat que l'on retrouve dans les démarches qui s'inscrivent dans une éthique de care. « Dans la pratique des soins [de care], les [bénéficiaires] ne sont pas du tout passifs. Ils sont actifs. Ils agissent non pas en premier lieu comme des sujets « de choix », mais comme des sujets « d'actes ». La logique du soin ne se préoccupe pas de nos souhaits ni de nos options, elle se concentre sur ce que nous faisons » (Mol, 2009, p.28). C'est une anthropologie¹⁴ différente des individus qui est alors proposée. Il ne s'agit pas

¹² Le sens élargi du concept de « nourrir » proposé par Ramel et Boissonnat est similaire à celui de « bien se nourrir » utilisé dans le projet Solenprim. Voir notamment dans ce portfolio « les 6 dimensions du « bien se nourrir » - une définition co-construite ».

¹³ La décentration désigne la capacité d'un individu à adopter, comprendre ou reconnaître un point de vue qui n'est pas le sien.

¹⁴ Le terme « anthropologie » est utilisé ici pour désigner la définition de ce qui caractérise et constitue le sujet humain, et qui est spécifique d'une société en particulier. « L'homme ne vit pas en société, mais dans une société particulière qui forme un tout concret et signifiant au sein duquel il se socialise en même temps qu'il se personnalise » (Ehrenberg, 2010, p.22).



Analyse

d'inviter ou d'accompagner les personnes en situation de pauvreté à devenir des citoyens « actifs » de leur consommations alimentaires. Il s'agit de les postuler comme actif et d'examiner dans quels types d'activités ils sont engagés. Selon cette perspective, « envisager l'accès à l'alimentation [...] conduit [alors] à préciser les dimensions éthiques essentielles que doit venir protéger la mise en œuvre du droit à l'alimentation, et à remettre en cause certaines politiques adoptées. » (Paturel et Ramel, 2017, p.50).

La lutte pour un système alimentaire juste et durable ne peut se traduire uniquement par des politiques qui tendent à soutenir et à agir sur des changements de comportements individuels. Cette lutte doit aussi se faire en reconnaissant la nécessité d'agir à plusieurs échelles. Elle doit notamment être menée à l'échelle territoriale, sur le plan de l'offre alimentaire, et s'accompagner d'une ambition plus large en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales.

« Beaucoup de [citoyens] seraient surpris de savoir à quel point les substances qui vont dans notre nourriture, nos meubles, notre maquillage et notre environnement en général ne font pas l'objet d'une régulation. Il est difficile de suivre la liste de ces substances, même pour les citoyens les plus informés. Se charger de ces substances demandent de poser des choix politiques et de formuler des politiques spécifiques. Ce n'est pas une affaire de choix à propos de ce qu'il faut cuisiner, ou même, au final, de ce qu'il faut acheter » (Guthman, 2011a)¹⁵.

¹⁵ Traduction par l'auteure. « Many Americans would be surprised to know just how many of the substances that go into our food, our furniture, our makeup and our environment in general remain unregulated. It's difficult for even the most informed consumer to keep up with the list. Dealing with these chemicals requires political choices, policy choices. Not choices about what to cook, or even, ultimately, what to buy ».



Analyse

- Adamiec C (2017), *Manger sain n'est pas si sain. Raisonner l'alimentation-santé*, Vanves, Hachette Pratique.
- Boyd A Swinburn, V et al (2019), « The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change : The Lancet Commission report », *The Lancet*, vol393.
- Brotcorne P (2018), « Smartphones et écrans plats : des pauvres vraiment pauvres ? », in Collectif, *Pauvrophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, Waterloo, Editions Luc Pire, p103-105.
- César C (2007), « Comportements alimentaires et situations de pauvreté. Aspects socio-anthropologiques de l'alimentation des personnes recourant à l'aide alimentaire en France », *Maladies chroniques et traumatismes*.
- De Saint Pol T (2014), « Déterminants sociaux et culturels de l'alimentation », in Inserm (dir), *Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique*, Paris, Les éditions Inserm, p217-235.
- Diestchy M (2016), « La promotion du slow : entre plaisirs des sens et souci environnemental », *Hermès*, n°74, p172-175.
- Ehrenberg, A (2005), « Agir de soi-même », *Esprit*, p200-209.
- Ehrenberg, A (2009), « L'autonomie n'est pas un problème d'environnement, ou pourquoi il ne faut pas confondre interlocution et institution », in S. Laugier & Jouan M. (ed.), *Comment penser l'autonomie? Entre compétences et dépendances*, Paris, Presses Universitaires de France, 209-235.
- Ehrenberg A (2010), *La société du malaise*, Paris, Odile Jacob.
- Goffman E (1975 [1963]), *Stigmate, Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les éditions de Minuit.
- Guthman J (2008), « If They Only Knew": Color Blindness and Universalism in California Alternative Food Institutions », *The Professional Geographer*, 60(3), p387-397.
- Guthman J (2011a), « Food, Politics and Economy », <http://research.universityofcalifornia.edu/profiles/2011/09/julie-guthman.html>.
- Guthman J (2011b), « If they Only Knew. The unbearable Whiteness of Alternative Food", in Hope Alkon A, Agyeman J (eds), *Cultivating Food Justice. Race, Class and Sustainability*, Cambridge, MIT Press.
- Lagasse E (2017a), « Mouvement pour une alimentation responsable et solidaire : une démocratie renouvelée ? », Communication dans le cadre du colloque « Le développement revisité. Regards croisés : intergénérationnels, interdisciplinaires et interrégionaux », Louvain-la-Neuve.
- Lagasse E (2017b), « Réseaux alimentaires alternatifs : élitisme ou émancipation ? », *Analyse pour « Entraide&Fraternité » asbl*.
- Marquis N (2015), « L'autonomie en pratique », *La revue nouvelle*, n°3, p22-25.
- Marquis N (2014), *Du bien-être au marché du malaise. La société du développement personnel*, Paris, PUF.
- Mauss M (1923-1924), « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'Année sociologique*, Seconde série.
- Mol A (2009), *Ce que soigner veut dire. Repenser le libre choix du patient*. Paris, Presses des Mines.
- Paturel D, Ramel M (2017), « Éthique du care et démocratie alimentaire : les enjeux du droit à une alimentation durable », *Revue française d'éthique appliquée*, vol2 (n°4), p49-60.
- Poulain J-P (2002), *Manger aujourd'hui. Attitudes, normes et pratiques*, Paris, Editions Privat.
- Ramel M, Boissonnat H (2018), « Nourrir ou se nourrir. Renouveler le sens que l'on porte à l'acte alimentaire pour renouveler nos pratiques face à la précarité alimentaire », *Forum*, vol11 (n°153), p53-61.
- Serré A, Myaux D (2018), « Les pauvres ne prêtent aucune attention à leur alimentation », in Collectif, *Pauvrophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, Waterloo, Editions Luc Pire, p153-155.